

Conseil national du PCF
25 avril 2008

Philippe Stierlin, Paris

Le bipartisme, c'est l'abandon

« Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ; par dilution dans l'universel. »
Aimé Césaire, lettre à Maurice Thorez (1956)

I.- La relation élu-e-s / parti traitée dans le rapport d'André Chassaigne, dont je retiens l'ouverture d'esprit et la méthode de travail pluraliste avec des partenaires, mérite effectivement attention. Elle est stratégique comme l'est celle du bipartisme, dont il s'agit de se dégager. Elle a trop souvent été sous-estimée ces dernières années. Face à la multiplicité des situations – opposition à une majorité municipale, minorité d'une majorité de gauche, direction d'une ville – il y a un besoin de cohérence au plan national. Enfin, le moins que l'on puisse dire est que la relation élu-e-s / parti manque singulièrement d'interactivité créatrice : chacun mène sa barque.

Aimé Césaire résume bien la difficulté et nous n'échappons pas dans plusieurs endroits à deux écueils :

- d'une part, des élus communistes et partenaires qui, se retrouvant « seuls », s'engluent dans la gestion sur des domaines ciblés et cloisonnés,
- d'autre part, un parti et des militants « généralistes » avec un décalage persistant par rapport à des enjeux concrets posés par les habitants des villes et des villages et avec la façon dont ces habitants les posent.

Pour s'en sortir, quelques principes directeurs peuvent nous guider :

- les élu-e-s communistes n'ont pas à assumer un rôle que le PCF doit jouer,
- le PCF ne peut se résumer à un outil en vue de l'élection d'élu-e-s,
- les élu-e-s communistes ne peuvent être des soldats du parti ; on ne peut de ce point de vue revendiquer le pluralisme partout ailleurs et l'exclure au sein du PCF. Enfin, étiqueter les élu-e-s entre bons et mauvais communistes constituerait un rétropédalage d'un autre âge.

Nous devons donc inventer non une articulation parti / élu-e-s, mais une nouvelle relation pour faire preuve d'innovation politique, notamment sur des sujets sur lesquels on nous attend moins : intercommunalités, développement durable et économique, nouvel urbanisme... Je ne crois pas que nous devons déplacer le curseur de la relation élu-e-s / parti d'un côté ou de l'autre ; nous devons plutôt en travailler le triangle élu-e-s / parti / société. Le cas du Grand Paris serait de ce point de vue un exemple porteur d'avenir en Ile de France.

Par ailleurs, il existe un besoin de revoir en profondeur les politiques éditoriales de nos publications, dans cet état d'esprit. Des journaux d'élus décentrés sur les questions locales ou des journaux du parti dans lesquels l'activité des élus demeure une pièce rapportée ne répondent pas aux enjeux. A l'inverse, la généralisation de « journaux communistes et citoyens » dans lesquels les élu-e-s, le parti et d'autres partenaires auraient toute leur place seraient une innovation. Il en existe. Nous devrions encourager leur développement.

II.- Avoir de nombreux élu-e-s est une bonne chose. Cela peut contribuer à créer des rapports de force dans le pays et à faire vivre une gauche de gauche, en assumant les différences avec le PS, en affirmant de manière autonome ce qui nous différencie. Mais si la gestion ne s'adosse pas à une construction politique ambitieuse, elle butera sur des limites vite atteintes et ne garantira ni la solidité des positions qui nous restent, ni leur déploiement.

III.- Se donner les moyens de rompre avec le bipartisme est la question stratégique déterminante devant nous.

Le bipartisme a fait un saut qualitatif majeur lors des dernières élections municipales et cantonales. L'exemple italien, avec l'échec de la gauche de gauche après une participation gouvernementale à un gouvernement de centre gauche puis un bricolage électoral de dernière minute, montre que ce phénomène n'est pas que français.

A l'inverse les progrès de Die Linke en Allemagne montrent que le bipartisme peut être entamé en Europe. Arriver à mettre en cause le bipartisme ne se fera ni simplement, ni spontanément. C'est un travail de fond et dans la durée. Il nécessite cependant une volonté politique claire et constante.

IV.- Les dégâts liés à une stratégie ne décidant pas clairement de rompre avec le bipartisme sont importants. Se déterminer avant tout par rapport au parti dominant conduit inévitablement à accepter des parts de plus en plus petites du « gâteau », en développant un pragmatisme « exacerbé ».

A l'inverse, contester le PS hors du système institutionnel laisse le champ libre au capitalisme. Mais surtout, avec le bipartisme, c'est la possibilité de transformer la société qui recule dans les consciences et les organisations. Le bipartisme, c'est l'abandon.

Rompre avec le bipartisme exige de réunir quelques conditions politiques :

- rechercher une indépendance en actes vis-à-vis du PS, sans cultiver l'anathème à son égard comme nous l'avons fait parfois, mais en travaillant librement et méthodiquement à l'émergence d'une gauche de transformation sociale,
- considérer que la gauche ne se résume pas aux partis politiques institués, mais englobe des syndicalistes, des membres d'associations, des citoyens non encartés qui ne pourront pas entrer en politique sous la seule bannière du PCF,
- retisser des liens forts entre colères sociales persistantes et construction politique.

V - Le Conseil National a décidé de trois initiatives décentralisées dans le cadre de la préparation de son Congrès. Lancer une initiative nationale pour l'élaboration d'un projet partagé de transformation sociale, qui ne soit ni la répétition de l'union de la gauche ancienne formule, ni autour du seul PCF, mais avec le PCF en partenariat avec d'autres forces, constituerait un pas important pour sortir de l'immobilisme actuel et d'une conception dépassée de la construction politique.